

L'industrie pétrolière veut creuser la chose en profondeur

Pierre Magnetto

On ne pourra évaluer le risque environnemental du gaz de schiste sans campagne d'exploration, seuls les forages pourront permettre de mesurer si intérêts économiques et environnementaux sont conciliables, c'est ce qu'explique Jean-Louis Schilansky, le président de l'Union française des industries pétrolières.

Des campagnes d'exploration et d'exploitation d'hydrocarbures non conventionnels ont été lancées en Amérique du Nord. Ca commence en France. A quels enjeux répondent ces campagnes ?

Aux Etats-Unis et au Canada on est bien après le stade de l'exploration, on est en plein dans celui de la production. C'est-à-dire que ces deux pays produisent en quantité très importante notamment du gaz de schiste. Ce n'est pas du tout la même situation en France où on n'a même pas encore commencé à explorer et à forer pour voir s'il y avait vraiment une ressource. En France, nous en sommes à un stade très préalable alors qu'aux Etats-Unis on en est au stade industriel. Ceci dit le premier enjeu et un enjeu d'amélioration de l'indépendance énergétique parce que si on trouve de nouvelles ressources d'hydrocarbures, que ce soit du gaz ou du pétrole, ça évitera d'en importer et nous voyons avec les événements en Libye, combien cela peut être important. Le second enjeu est un enjeu de développement économique dans la mesure où ces hydrocarbures qui ont un prix relativement élevé ont une valeur pour l'économie du pays.

L'enjeu n'est-il pas aussi d'augmenter la durée de vie des réserves d'hydrocarbures disponibles ?

C'est un peu la même chose. A partir du moment où un pays dispose d'une nouvelle ressource cela se traduit par une amélioration de son indépendance énergétique.

Sauf que sur un marché mondial et avec une généralisation de l'exploitation c'est l'espérance de vie de l'ensemble de la ressource mondiale qui se trouve rallongée, non ?

Probablement, mais aujourd'hui on ne peut pas l'évaluer dans la mesure où on ne connaît pas de façon suffisamment précise les réserves de d'hydrocarbures non conventionnels, comme le pétrole de schiste ou le gaz de schiste. Et donc je ne peux pas vous dire aujourd'hui à quoi cela correspond en matière d'allongement de la vie de l'exploitation, de la vie des ressources en hydrocarbure. Ce que vous dites est vrai d'un point de vue très général, moi je me plaçais au niveau français.

Vous évoquez l'exploitation du gaz de schiste en Amérique du Nord, il en résulte des images choc, celles du documentaire Gasland, comment réagissez-vous à ces images et aux réactions de crainte qu'elles suscitent en France ?

On comprend qu'il y ait des préoccupations environnementales. La question posée est précisément une question de développement durable, c'est-à-dire celle d'une tension entre l'économique et l'environnemental. C'est cette tension qu'il faut explorer d'une part pour savoir quel est exactement le risque environnemental, dont on sent qu'il est très exagéré, et d'autre part pour évaluer l'enjeu économique. Ça, on ne le saura que quand on aura réussi à forer et à voir s'il y a effectivement une ressource. Donc on est vraiment dans un sujet de développement durable au sens où il s'agit de concilier, ou tout du moins de trouver un équilibre, entre l'économique et l'environnemental.

Les principaux reproches des opposants aux forages reposent sur une analyse du cycle de vie CO2 du gaz de schiste avec un impact qui serait du même ordre que celle du charbon et sur une production en grande quantité d'eau usée. Que répondez-vous à ces arguments ?

Sur les cycles de vie CO2 il faut voir, parfois on peut faire dire aux cycles de vie CO2 un petit peu ce qu'on veut leur faire dire. Il faut donc pouvoir comparer. Quand on a lancé les biocarburants, on n'avait pas évalué le cycle de vie et pourtant on disait qu'ils étaient bio. Donc, il faut mesurer l'impact gaz à effet de serre. Cela dit, je ne vois pas bien en particulier pour les gaz, comment il pourrait y avoir un cycle de vie proche de celui du charbon. En revanche, c'est vrai pour l'eau, mais là, la technologie avance. Les quantités d'eau pouvant être recyclées augmentent, du moins les technologies pour faire plus de recyclage progressent. La situation n'est pas figée, on espère qu'on trouvera des solutions qui permettront de recycler une très très grande quantité de l'eau nécessaire.

L'absence d'information et de consultation vous est vivement reprochée. Qu'en dites-vous ?

Il est vrai qu'au moment des permis d'exploration, il y a jusqu'à présent assez peu de consultation publique dans le processus d'exploration. Peut-être faut-il améliorer cette partie là de façon à ce que les populations soient plus rassurées. Il faut trouver les moyens de montrer ce qui se passe, de montrer qu'on prend des précautions. Mais ce qui me préoccupe, c'est qu'on a tendance à vouloir interdire l'exploration avant même de l'avoir analysée en profondeur. Une mission a été nommée par la ministre de l'écologie et le ministre de l'industrie, ça c'est une bonne chose car il faut que l'on mette les choses au clair, qu'on voit effectivement quels sont les enjeux économiques et quels sont les risques éventuels.

Cette mission ne dispose que de quelques semaines pour produire son rapport, ce délai vous semble-t-il suffisant pour obtenir des réponses fiables ?

Il est prévu normalement un rapport intermédiaire en avril et un rapport final fin mai, ça me semble raisonnable. Les opérateurs ont dit qu'ils travailleraient avec cette mission pour faire en sorte qu'elle ait une évaluation aussi complète que possible dans les délais impartis.

Que pouvez-vous nous dire en ce qui concerne le ratio entre l'énergie dépensée pour extraire le gaz de schiste et l'énergie produite. Plusieurs études avancent des ratios très élevés, variant de 4 pour 1 à 1 pour 1 ?

Je ne peux pas vous répondre. Mais s'il faut dépenser plus d'énergie pour produire que ce qu'on en extrait, les opérateurs ne le feront pas, c'est aussi simple que ça. Je ne vois pas du tout où est la dépense d'énergie extraordinaire dans un forage. Cela dit chaque technique a ses coûts, ses caractéristiques, la technique de forage gaz de schiste est assez connue, il n'y rien là dedans qui soit révolutionnaire. Cependant, je crois que le bilan CO2, le ratio énergie dépensée sur énergie produite, sont deux éléments qui feront vraiment partie des évaluations et qu'il faut bien les regarder. Mais le problème du développement durable est de quantifier ces enjeux, pour cela il faut qu'on ait la possibilité de le faire. Et ça nous le dirons jusqu'à ce qu'on veuille bien nous entendre.

Donc pour quantifier il faut connaître la nature et la quantité exacte de la ressource, c'est bien ça ?

Exactes non, mais aussi proches que possible oui. Le problème c'est que ça on ne le saura pas tant qu'on n'aura pas foré. Il faut que les opérateurs aillent voir, une fois qu'on aura une idée précise on pourra en discuter. Aujourd'hui les gens disent qu'ils n'en veulent pas, mais ils n'en veulent pas à quel prix ? Quel est l'enjeu économique ? Le développement durable ce n'est pas seulement l'environnement, c'est aussi l'économie.

Et la dimension sociale ?

Absolument, il y a une dimension sociale, une dimension de consultation des collectivités locales, de personnes concernées, bien sûr.